



PRÉFET DU BAS-RHIN

AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ALSACE CHAMPAGNE ARDENNES LORRAINE
DÉLÉGATION TERRITORIALE D'ALSACE
SERVICE SANTÉ ET RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

ARRETE PREFECTORAL
du 8 avril 2016
relatif aux modalités de mise en œuvre du plan national anti-dissémination du
chikungunya et de la dengue dans le département du Bas-Rhin

Le Préfet du Bas-Rhin,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L.1416-1, L.1435-1, L.3114-5 et 7, L.3115-1 à 4, D.3113-6 et 7 et R.3114-9 ;
- Vu** le Code Général de Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2212-2, L.2213-29 et L.2321-2 ;
- Vu** le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.414-4 et R.414-19 ;
- Vu** la Loi n°64-1246 du 16 décembre 1964 modifiée relative à la lutte contre les moustiques ;
- Vu** la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu** le Décret n°65-1046 du 1^{er} décembre 1965 modifié pris pour l'application de la Loi n°64-1246 du 16 décembre 1964 relative à la lutte contre les moustiques ;
- Vu** le Décret n°2001-1216 du 20 décembre 2001 relatif à la gestion des sites Natura 2000 et modifiant le Code Rural ;
- Vu** le Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs de police des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Vu** le Décret n° 2014-333 du 13 mars 2014 relatif à la liste des maladies faisant l'objet d'une transmission obligatoire des données individuelles à l'autorité sanitaire ;
- Vu** le Décret n°2010-365 du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000 ;
- Vu** le Décret n°2013-30 du 9 janvier 2013 relatif à la mise en œuvre du Règlement Sanitaire International (2005) ;
- Vu** l'Arrêté du 7 juillet 2006 relatif à la notification obligatoire des cas de dengue ;
- Vu** l'Arrêté du 7 juillet 2006 relatif à la notification obligatoire des cas de chikungunya ;
- Vu** l'Arrêté du 20 novembre 2015 modifiant l'arrêté du 26 août 2008 fixant la liste des départements où les moustiques constituent une menace pour la santé de la population ;
- Vu** l'Arrêté du 27 juin 2011 relatif à l'interdiction d'utilisation de certains produits mentionnés à l'article L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime dans des lieux fréquentés par le grand public ou des groupes de personnes vulnérables ;
- Vu** l'Arrêté du 6 mai 2013 relatif aux zones en provenance desquelles les moyens de transport sont désinsectisés ;
- Vu** l'Arrêté du 5 novembre 2013 fixant la liste des ports et aérodromes en application des articles R.3115-6 et R.3821-3 du Code de la Santé Publique ;
- Vu** le Règlement Sanitaire Départemental du Bas-Rhin, et notamment les articles 7, 12, 23, 36, 37, 121 ;
- Vu** l'Arrêté préfectoral du 5 avril 1983 modifié le 15 décembre 2000 délimitant les zones de lutte contre les moustiques dans le département du Bas-Rhin ;

Vu l'Arrêté préfectoral du 12 avril 2011 fixant la liste prévue au 2° alinéa du III de l'article L414-4 du code de l'environnement des documents de planification, programmes, projets, manifestations et interventions soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000 pour le Bas-Rhin.

Vu l'Instruction ministérielle DGS/RI1n° 2015-125 du 16 avril 2015 mettant à jour le guide relatif aux modalités de mise en œuvre du plan anti-dissémination du chikungunya et de la dengue en métropole ;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) en date du 6 avril 2016 ;

Vu le rapport d'activité 2015 des opérations de lutte contre les moustiques dans le département du Bas-Rhin du SLM 67 ;

Considérant que l'ensemble du département du Bas Rhin est classé en niveau 1 de risque vectoriel du plan anti-dissémination du chikungunya et de la dengue en France métropolitaine ;

Considérant qu'il convient d'anticiper une éventuelle prolifération du moustique *Aedes albopictus* (vecteur potentiel du chikungunya et de la dengue) et ses conséquences possibles sur la santé humaine, ce qui nécessite une surveillance entomologique et épidémiologique renforcée ;

Considérant l'implantation avérée du moustique *Aedes albopictus* et que sa présence dans le département du Bas-Rhin peut favoriser l'introduction de maladies à transmission vectorielle ;

Considérant que l'AFSSET préconise de maintenir *Bacillus thuringiensis var israelensis* comme substance active de référence pour le traitement larvicide ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur de Cabinet du Préfet et de Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé (ARS) d'Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Les actions prévues dans le guide relatif aux modalités de mise en œuvre du plan anti-dissémination du chikungunya et de la dengue en métropole, sont mises en œuvre dans le département du Bas-Rhin à compter de la signature du présent arrêté. Elles constituent le plan départemental de lutte.

Article 2

Le plan départemental de lutte contre la dissémination des arboviroses transmissibles par *Aedes albopictus* comprend les opérations :

- de surveillance entomologique et épidémiologique liées à *Aedes albopictus*,
- de renforcement des mesures de lutte anti-vectorielle,
- de démoustication,
- d'information des collectivités, des professionnels de santé et du public.

Ses modalités de mise en œuvre au niveau du département du Bas-Rhin sont annexées au présent arrêté.

Article 3

Les dispositions du plan départemental de lutte s'appliquent à toutes les communes du département. En fonction du risque estimé de la présence ou non du moustique, différentes zones de risque peuvent être définies. La surveillance au moyen de pièges pondoirs peut être ciblée sur certaines zones.

Article 4

Le Préfet du Bas-Rhin anime la cellule départementale de gestion, qui réunit les différents acteurs concernés et dont le secrétariat est confié à l'Agence Régionale de Santé, délégation territoriale d'Alsace. Le comité se réunit au moins une fois par an.

La composition de cette cellule est précisée en annexe. Elle établit des objectifs annuels ou pluriannuels qui précisent les actions à mener prioritairement au regard de l'expérience acquise et des besoins identifiés.

Les acteurs du plan regroupent tous les organismes et institutions, voire les particuliers, concernés par au moins l'un des volets du plan.

Des groupes de travail thématiques peuvent être installés afin de décliner et mettre en place les actions définies dans le plan et précisées dans les objectifs annuels ou pluriannuels. La composition de chacun de ces groupes est adaptée et réduite aux acteurs les plus concernés.

Article 5

Le Conseil Départemental du Bas-Rhin a confié ses missions à un organisme de droit public, opérateur de démoustication. Ce dernier est habilité à procéder aux opérations de surveillance et de lutte contre les moustiques dans le département du Bas-Rhin.

Article 6

Les opérations de recherche et de lutte contre les moustiques par voie terrestre se déroulent du 1^{er} mai au 31 octobre de chaque année.

Les dates du début et de la fin de la période pendant laquelle les agents chargés de la démoustication peuvent pénétrer dans les propriétés publiques et privées pour procéder aux opérations visées à l'article 2 du présent arrêté (surveillance entomologique et épidémiologique liées à *Aedes albopictus*, renforcement des mesures de lutte anti-vectorielle, démoustication, information des collectivités, des professionnels de santé et du public) sont fixées par un arrêté préfectoral pris annuellement.

Article 7

Les traitements sont adaptés aux observations de terrain. Les opérations de démoustication anti-larvaires et anti-adultes sont réalisées par voie terrestre, de façon manuelle ou par utilisation d'engins mécaniques.

Les produits utilisés et les dosages sont récapitulés ci-après :

Substance active	Nom commercial	Numéro d'autorisation de vente	Doses maximales homologuées	Type de formulation	Utilisation	Précautions d'utilisation
Larvicide d'origine biologique à base de <i>Bacillus thuringiensis var israelensis</i> (Bti-H14)	Vectobac WG	2020029	1 kg/ha	Micro-granulés solubles dans l'eau	Epannage	Aucun symptôme ni effet connu
Larvicide d'origine biologique à base de <i>Bacillus thuringiensis var israelensis</i> (Bti-H14) et de <i>Bacillus sphaericus</i> (Bs-H5a5b)	Vecto Max G	N° inventaire SIMMBAD 24244	20 kg/ha	Granulés	Traitement des containers	Aucun symptôme ni effet connu
Larvicide d'origine biologique à base de <i>Bacillus thuringiensis var israelensis</i> (Bti-H14)	Vectobac G	N° inventaire SIMMBAD 5200	15 kg/ha	Granulés	Epannage	Aucun symptôme ni effet connu
Adulticide à base de pyréthrinoloïde de synthèse	Aqua-K-Othrine	52918-63-5	1 g/ha	Emulsion aqueuse miscible à l'eau	Appareil de nébulisation	Port d'EPI
Adulticide à base de pyrèthres naturels (zones sensibles)	AquaPY	9900247	6 g/ha	Emulsion aqueuse miscible à l'eau	Appareil de nébulisation	Port d'EPI

Article 8

L'opérateur chargé de la surveillance doit fournir avant le 15 février de chaque année les modalités de fonctionnement du réseau de surveillance et les lieux d'implantation des pièges pondoirs.

Article 9

L'opérateur de démoustication désigné et le gestionnaire de la plate-forme aéroportuaire de Strasbourg-Entzheim, ou son opérateur, rendent compte de l'exécution des opérations de lutte contre les moustiques dans un rapport annuel.

Ce rapport annuel est présenté au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) du Bas-Rhin.

Ce rapport, transmis avant le 31 décembre de chaque année, doit comprendre les éléments suivants :

- résultats de la surveillance et présentation de la cartographie des zones de présences du moustique vecteur dans le département,
- bilan des interventions autour des cas de maladies vectorielles,
- produits insecticides utilisés : nom commercial, composition en substances actives, doses de traitement, quantités utilisées dans le département,
- liste et cartographie des zones traitées, et nombre de traitement par zone,
- résultats des études sur la résistance des moustiques vecteurs locaux aux insecticides,
- difficultés rencontrées pour la mise en application du plan départemental de lutte,
- bilan de l'incidence des opérations de traitement sur la faune, la flore et les milieux naturels, notamment sur les sites Natura 2000, détaillant si nécessaire les axes d'amélioration à faire figurer dans le cahier des charges des opérations de lutte anti-vectorielle annexé à l'arrêté préfectoral.

Article 10

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin et affiché dans les mairies de toutes les communes du département du Bas-Rhin.

Article 11

Tout recours contre le présent arrêté devra être introduit auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin.

Article 12

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Président du Conseil Départemental du Bas-Rhin, le Président du Syndicat mixte de Lutte contre les Moustiques (SLM 67), le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine, les maires des communes concernées, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine, le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin, le Directeur Départemental de la Protection des Populations du Bas-Rhin, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Bas-Rhin, le Général commandant du Groupement de Gendarmerie du Bas-Rhin, le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Strasbourg, le 8 avril 2016

Le Préfet



Stéphane FRATACCI